

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; le tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Verséments :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT SUISSE No 16
15 Mars - 30 Avril

Conflit CHINE-VIETNAM Conséquence des antagonismes entre Etats bourgeois

S'il fallait une preuve supplémentaire qu'aucun Etat existant n'est socialiste - et en associant le terme Etat avec celui de Socialisme nous posons une énorme énigme théorique, l'Etat en tant qu'expression de la dictature d'une classe ne pouvant exister dans une société socialiste où les classes ont disparu - le récent conflit sino-vietnamien le confirmerait. La criminelle intervention de l'"armée populaire chinoise" est le pendant de la cynique intervention des divisions vietnamiennes au Cambodge.

Les deux interventions ne sont que le prolongement militaire de deux politiques bourgeoises défendant avec rage des intérêts purement nationaux. Y voir autre chose, c'est ou bien se contorsionner à la mode maoïste qui voit dans l'intervention chinoise "la juste lutte du peuple chinois contre les agressions permanentes de l'impérialisme vietnamien sous les ordres de l'ours polaire moscovite", ou c'est être un misérable publiciste du camp russe qui ne voit dans le vietnam qu'un "pays socialiste" honteusement agressé par l'impérialisme chinois, en oubliant que ce même soi-disant Etat socialiste est intervenu au Cambodge pour y rétablir l'ordre social ancien garant d'une soumission du Cambodge aux intérêts vietnamiens. Quant aux publicistes bourgeois qui voient dans ce conflit, à la manière d'un Peyrefitte, la faillite du marxisme en tant qu'expression théorique du mouvement prolétarien, ils ne font qu'acrédiiter la thèse selon laquelle ces Etats sont socialistes, ce qui est faux.

Notre parti a toujours affirmé que toutes les révolutions qui se sont déroulées dans le second après-guerre avaient une portée révolutionnaire mais bourgeoise, car elles étaient celles de classes luttant pour l'émancipation nationale contre le colonialisme ou l'impérialisme blanc. Qu'ils s'agissent de la révolution chinoise de 1949 ou de la révolution indochinoise, la dynamique de ces mouvements ne pouvaient aller que vers un but unique : le développement du capitalisme sur une base

nationale par l'élimination des archaïsmes de l'ancienne société qui nécessite l'unification du marché intérieur et donc la lutte pour la libération nationale.

Notre parti, dans la tradition de Marx-Engels et Lénine, a toujours reconnu dans les luttes d'émancipation nationale contre les archaïsmes de l'ordre social ancien un facteur objectif progressiste. Nier le caractère révolutionnaire

(suite en page 2)

CHUV : Défense des usagers ou des prolétaires ?

En mai et novembre 78, deux mouvements de débrayage éclatent au CHUV et à l'hôpital Nestlé. La réponse du Conseil d'Etat à ce dernier mouvement sera de licencier une infirmière responsable de la salle de réveil, Sonja Devas, puis de revenir sur sa décision "pour tenir compte de sa situation familiale" et de la déplacer de service.

Autour de cette attaque directe de l'Etat sur une travailleuse, s'est développée par les soins de la VPOD toute une série d'actions de "défense" qui n'ont jamais montrées qu'une très faible solidarité au goût frelaté de défense des services publics.

Le maintien du fonctionnement des services publics est la grande arme dont se sert la bourgeoisie pour dresser les usagers contre les prolétaires en lutte. Le propre de l'opportunisme dans ce domaine c'est de vouloir montrer à l'Etat qu'il prend mieux que lui la défense des services publics en luttant pour leur constante amélioration. Toutes les luttes dont il prend la direction ont donc pour toile de fond le souci permanent de satisfaire au mieux l'utilisateur et toutes les revendications sont justifiées par ce souci, ce qui est une entrave profonde à l'in-

(Suite en page 5)

Dans ce numéro :

- Tract :
Chine - Vietnam p. 3
- LMR et élections p. 4
- IRAN p. 6

(Suite de la page 1)

de ces luttes, c'est se présenter comme un vulgaire théologien rationaliste, nom comme un dialecticien.

Nous renvoyons les indifférentistes qui nient le caractère authentiquement révolutionnaire des luttes antiimpérialistes, lorsqu'elles tendent à généraliser le mode de production capitaliste dans des nouvelles aires nationales définies, à tous les textes classiques de Marx-Engels sur l'Allemagne, la Pologne etc... de Lenine sur la Russie et de l'Internationale sur les thèses et résolutions sur la question nationale au deuxième congrès de l'IC. Le métaphysicien découpe l'histoire en phases impénétrables alors que le dialecticien reconnaît le caractère complexe de la réalité.

Du fait du développement inégal du Capital, les communistes ont toujours défendu la nécessité d'une révolution prolétarienne pure dans les aires de haut développement capitaliste et dans les aires arrières la nécessité de la révolution double, c'est à dire communiste politiquement et bourgeoise dans ces tâches économiques immédiates, en liaison avec le mouvement révolutionnaire prolétarien international. Telle était la puissante vision dialectique d'un Lenine, principal dirigeant de la révolution russe et père de l'internationale communiste.

Négliger 30 années de luttes d'émancipation nationale dans les aires coloniales durant le second après-guerre, c'est être un furieux faiseur de système.

Ce point éclaircit, il faut noter qu'avec les récentes victoires indo-chinoises en Asie, la phase des luttes d'émancipation nationale est entrain de se clore sur ce continent, contrairement à ce qui se passe en Afrique Noire. Pour les indifférentistes, il n'y a plus de révolution nationale-démocratique bourgeoise depuis 1914; nous nous voyons le grand cycle de ces révolutions ouvert par la seconde guerre mondiale se clore aujourd'hui et tout comme Lenine, nous disons que cela ne peut que rendre plus claire la lutte du prolétariat dans ces aires arrières.

L'absence du prolétariat de la scène historique durant toutes ces luttes ne les a évidemment pas favorisées à accomplir de façon radicale même leurs tâches nationales démocratiques. C'est ce qui explique que mêmes les révolutions nationales les plus dures se sont arrêtées à mi-chemin dans leur lutte contre l'ordre précapitaliste et impérialiste. C'est le cas des révolutions chinoises ou indo-chinoises qui, bienqu'elles aient accomplies la tâche d'émancipation nationale jusqu'au bout, n'ont pas accompli la totalité des tâches de lutte contre les anciens ordres précapitalistes.

C'est une chose bien connue du marxisme que, même pour les tâches démocratiques nationales, seul le prolétariat sous la direction de son parti, est à même d'accomplir "jus-

qu'au bout" - comme le disait Lenine - la lutte contre l'ordre ancien et la transformation radicale des rapports de production dans les campagnes.

Depuis l'"Adresse du CC à la ligue des communistes" de 1850 de Marx, les communistes savent qu'une fois accomplie l'élimination politique des anciennes classes, la bourgeoisie se retourne contre son allié, le prolétariat - qui est toujours le plus ardent combattant antiféodal et anti colonial par la double oppression qu'il subit -, afin d'éviter que le pouvoir qu'elle vient de conquérir ne lui échappe à son profit. Et Marx affirmait d'ailleurs dans l'Adresse de 1850 : "3. Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelques peu consolidés, ils engageront immédiatement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir alors affronter avec force les petits bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient ORGANISES et CENTRALISES dans leurs propres clubs (parti, NDR)".

Depuis sa naissance, le marxisme affirme donc, l'INDEPENDANCE POLITIQUE et ORGANISATIONNELLE du prolétariat comme condition pour une lutte démocratique révolutionnaire conséquente. En l'absence de cette indépendance, le prolétariat inorganisé ne peut être qu'écrasé ou suivre sa bourgeoisie nationale et ses objectifs.

Dans une situation comme celle du second après-guerre, où le prolétariat est absolument absent de la scène historique, il était inévitable que les mouvements de luttes nationales aient un contenu bourgeois et purement bourgeois. Affirmer le contraire revient à admettre que "l'organisation du prolétariat en Parti" (Manifeste de 1848) est inutile.

Ce second point éclaircit, il est facile de comprendre la nature des

Etats chinois et vietnamien. Ils sont bourgeois, n'en déplaise aux confu-sionnistes de tout azimut, maoïstes trotskistes ou autres variantes déconographiques de la pensée petite bourgeoise.

En guise de conclusion, nous pouvons esquisser le pourquoi des interventions en Indochine.

L'Etat vietnamien qui subit les contradictions de classes de n'importe quel Etat bourgeois, vit ses problèmes renforcés par une épine passablement douloureuse au sud-vietnam après la réunification. La question agraire, l'une des questions centrales de la révolution nationale-démocratique appelait des solutions radicales qui menaçaient l'ordre établi dans le vietnam réunifié.

Lorsque la révolution paysanne radicale du Cambodge a pris des proportions inacceptables, - c'était un fort mauvais exemple pour la paysannerie cochinchinoise - l'intervention militaire pour rétablir la domination d'une classe bourgeoise à sa solde s'est imposée. De plus le traité passé avec l'URSS, rendu nécessaire par les problèmes économiques et politiques qui l'ont fait basculé dans le camp russe, explique l'antagonisme qui est apparu avec son puissant voisin du Nord.

L'Etat chinois qui, à la mort du "Grand Timmonier", et cela est une coïncidence et non une cause comme voudrait nous l'expliquer les paumés du maoïsme made in Tirana, avait plus ou moins clos sa phase d'accumulation primitive, devait inévitablement s'ouvrir au marché mondial.

Le conflit sino-soviétique, que toute la bourgeoisie présente comme un conflit idéologique, trouve sa racine dans les antagonismes économiques. Tant que la Chine était une nation en construction, ses rapports avec les russes ne pouvaient être que cordiaux. Mais comme tout Etat

(Suite en page 3)

REUNION PUBLIQUE

LA NATURE BOURGEOISE DES
ETATS BELLIGERANTS EXPLIQUE
LES CONFLITS EN INDOCHINE

Hôtel de Genève,
Place de la Navigation,
GENEVE

Le 7 avril à 9h30

TRACT D'APPEL A LA REUNION PUBLIQUE DIFFUSE PAR NOS CAMARADES

Le conflit CHINE-VIETNAM:

Une confirmation de plus sur la nature bourgeoise de ces Etats.

Devant les nouveaux conflits qui ont ensanglanté une fois de plus l'Indochine, on note trois attitudes, complémentaires bien que semblant s'opposer, et qui toutes les trois sont contre-révolutionnaires.

La première attitude est celle des publicistes bourgeois classiques, telle l'éminent sinologue-Garde-des-Sceaux Peyrefitte, qui se réjouissent de ces événements pour démontrer la faillite du marxisme. Inutile de répondre à ces gens par l'arme de la critique, un jour viendra où le prolétariat leur démontrera la justesse de la vision de Marx à coups de fusils.

La seconde attitude, bien plus perverse, est commune à l'opportunisme des soi-disant communistes qui prennent parti pour Moscou et le Vietnam contre la Chine, et aux maoïstes occidentaux qui s'alignent derrière Pékin au nom de la lutte contre le "social-impérialisme russe".

La première attitude comme la deuxième part du présumé commun archifaux qu'il existe aujourd'hui des Etats socialistes. L'inconsistance du deuxième groupe qui oppose le "socialisme russe" au "socialisme chinois" ou inversement suffirait à démontrer dans quelle vulgarité théorique sont tombés ces idéologues. D'un côté comme de l'autre, la théologie a remplacé l'analyse historique des faits.

Mais l'attitude la plus trompeuse est encore celle du mouvement qui prétend se réclamer du grand Trotski de l'Octobre Rouge. Elle part du présumé que "les régimes d'URSS, de Chine et d'Indochine sont anti-capitalistes" et ont été "accaparés par les bureaucraties ...". Mais, que cherchent à démontrer ces messieurs de la IVème ? Que le capitalisme ce n'est pas le système économique basé sur l'exploitation du travail salarié, que la bureaucratie est une force sociale indépendante de la nature de l'Etat, que le Socialisme c'est la planification de l'économie marchande plus la démocratie !!!

La IVème est un organisme mort-né depuis son apparition. Mais si sa fondation par l'ancien chef de l'armée rouge partait d'une analyse fautive des rapports de forces entre Capital et prolétaires en 1938, elle avait néanmoins la perspective d'être l'organe de la révolution mondiale. Constituée sur des bases erronées, elle ne pouvait que dégénérer toujours plus pour aboutir à cette infâme bouillie sociale-démocrate, pacifiste-bélate, parlementariste et frontiste.

Les communistes affirment que les nouveaux conflits indochinois ne sont que la conséquence inéluctable de la nature bourgeoise des Etats de cette région. L'Etat ouvrier dégénéré, les déformations bureaucratiques, la nature non capitaliste de ces régimes ne sont que des mots qui cherchent à faire coller la réalité des faits aux illusions des petits-bourgeois en perdition.

On ne peut comprendre ce qui se passe dans le monde sans adhérer pleinement à la vision historique du prolétariat communiste, sans abandonner définitivement au rancart les minables théories des modernisateurs du marxisme.

C'est pourquoi nous organisons une réunion publique sur ce thème.

(Suite de la page 2)

bourgeois conséquent, la Chine entendait avoir un développement économique indépendant, c'est à dire non soumis au bon-vouloir de l'Etat russe. D'où la brouille, déguisée en conflit idéologique pour le plus grand profit de tout l'ordre impérialiste, les maoïstes occidentaux n'ayant pour seule fonction que de retarder un peu plus, par leur bouillie théorique la claire exposition de la doctrine marxiste.

Lorsque la Chine ressentit la nécessité de s'ouvrir au marché mondial, elle dut nécessairement avoir des points d'appui chez les concurrents directs de son ombrageux voisin. Voilà le ping-pong mis au rang de contact diplomatique.

Et pour rendre encore plus complexe les rapports entre nations asiatiques, dans ce merveilleux monde mercantile, les stratégies et alliances militaires renforçaient des liens déjà rendus nécessaires pour des raisons économiques-politiques.

A l'axe Washington-Pékin, pour le contrôle des mers asiatiques, devait correspondre un axe Moscou-Hanoï, les paysans pauvres du Cambodge ayant été étranglé par ces deux lacets de l'ordre impérialiste mondial.

Que la Chine déguise son intervention au Tonkin comme une "punition" nécessaire pour répondre "aux provocations vietnamiennes" voilà qui démontre le cynisme d'une classe dirigeante au service exclusif d'intérêts nationaux. Deng Xiao Ping, le nabot de la diplomatie chinoise a beau répéter avec conviction sa thèse de la punition, les communistes n'y verront que la confirmation de l'apparition d'une nouvelle puissance impérialiste qui entend, en Asie pour le moment, se faire respecter-

La crise dans laquelle est entré l'impérialisme mondial ne peut que voir se renforcer les antagonismes entre blocs. Si aujourd'hui, le monde bipolaire est entrain de craquer, cela ne peut se faire que dans la perspective de la reconstitution de deux blocs qui demain n'auront d'autre issue que la guerre impérialiste générale.

Les communistes entendent opposer à la guerre impérialiste future, la guerre sociale du prolétariat international contre toutes les bourgeoisies. Le prolétariat n'a pas de camp à choisir, ni aujourd'hui entre le Vietnam et la Chine, ni demain dans un autre conflit partiel ou général, il n'a que des devoirs de solidarité internationale prolétarienne.

En Chine, au Vietnam, comme partout ailleurs, les intérêts du prolétariat sont de lutter contre l'Etat capitaliste pour imposer demain sous la direction de son parti mondial, la dictature prolétarienne, étape nécessaire à l'instauration du nouvel ordre social : LE SOCIALISME .

LMR et élections à grands pas vers le réformisme

Au IV^{ème} Congrès de la LMR, l'année passée, l'accent a été mis sur "l'unité ouvrière" ou mieux sur le "Front défensif ouvrier" (nous aurons l'occasion d'analyser ce congrès dans le prochain supplément). Ce "front", la LMR l'explique comme étant "l'union de toutes les organisations du mouvement ouvrier", et cette union doit se réaliser tant sur des actions particulières qu'au niveau de la "lutte" parlementaire. Elle en fait d'autre part le point fondamental de sa propagande politique aujourd'hui, car les partis de la gauche bourgeoise (PdT, POCH, PSA et PSS) ont une tendance à "l'ouverture" et sont donc plus susceptibles de tendre la main aux gauchistes.

Cinquante années de parlementarisme bourgeois de ces organisations ou de leurs prédécesseurs historiques ont complètement gangrené l'autonomie propre de la classe ouvrière par rapport aux autres classes (ce n'est qu'un facteur bien sûr, mais un facteur important) en lui faisant admettre mordicus que le Parlement - ou le Conseil communal - est le lieu où se déroule la lutte entre les classes et d'où sortira, le jour fatidique des 51% de voix, le gouvernement qui prendra enfin et pour toujours la défense de la classe exploitée par le Capital.

Une telle pratique servile aux intérêts de l'ordre établi a éliminé du prolétariat toute velléité de se défendre avec ses armes de classe, défense qui implique une action directe mobilisant les ouvriers en masse, exigeant d'eux le sens du sacrifice et de la solidarité de classe, et qui déclenche entre les classes ennemies un réel rapport de force dont le fondement est la grève sans préavis ni limitation de durée. La brillante tactique de la LMR est donc de se mettre du côté des responsables de cette situation catastrophique pour le mouvement prolétarien au nom du renforcement de "l'indépendance de classe" (sic). Ne cherchons pas d'explication marxiste à cette tactique funambulesque dans la presse des représentants suisses de la IV^{ème}, il est en ef-

fet bien impossible de justifier une telle pratique basée sur la thèse affirmant que la meilleure indépendance de classe ne se trouve réalisée que dans la fusion totale du mouvement révolutionnaire avec ces organisations "ouvrières" au service de l'Etat et dont la fonction est de lier la classe ouvrière par mille liens avec des intérêts qui ne sont pas les siens mais ceux de la petite-bourgeoisie ou de la bourgeoisie (défense de l'économie nationale, défense de la paix sociale concrétisée par la Paix du Travail, etc...):

Dans le mois qui vient vont avoir lieu diverses élections dans certaines communes importantes dont Genève et Bienne. Pour mettre en exergue les conséquences désastreuses du "front uni" de la LMR sur le terrain déjà bien embourbé du "parlementarisme révolutionnaire", ce sont les élections à Bienne qui nous serviront d'exemple. Dans cette ville en effet est née une coalition nommée "Pour une gauche active" qui rassemble sur la même brochette PdT, POCH et LMR. Bien sûr une telle union ne pouvait se réaliser que sur une plateforme commune.

Cette plateforme en 8 points reprend évidemment une partie des grands thèmes de l'opportunisme du style réforme fiscale, élargissement des droits démocratiques, et est assorties de quelques revendications couleur locale comme le refus de la centrale de Graben ou le refus de la N5 et de la tangente du Seeland. A part cela, on trouvera dans ce fouillis la réclamation d'une meilleure formation professionnelle et le refus d'un apprentissage au rabais, car pour ces messieurs le chômage pourrait se combattre par l'introduction sur le marché du travail d'ouvriers mieux qualifiés, comme si le manque de qualification était la cause du chômage. Le niveau de qualification n'est pas le problème des ouvriers, seul le concerne la lutte contre les conséquences des différences de qualification. On peut même dire que loin de diminuer ces différences, un tel programme ne ferait que creuser l'écart entre non qualifiés et qualifiés. Mais derrière

programme communiste

N° 78

AU SOMMAIRE

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII. Trotsky - Boukharine
- Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière
- Parole du trotskysme dégénéré
La IV^e Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

l'idée d'améliorer la formation il y a chez l'opportunisme l'idée bien ancrée de renforcer la compétitivité de la production helvétique sur les marchés extérieurs en améliorant la qualité des produits mis en vente; bref il s'agit de redorer un peu la vieille arbalète de tonton Guillaume! Quant à la division des travailleurs impliquée par la division technique toujours plus grande dans le mode de production capitaliste, ces messieurs ne nous proposent pas de combattre ces conséquences par la lutte pour des conditions de salaire et de travail identiques pour tous quelque soit la formation, mais par le contrôle de la formation par les apprentis. Par cette attitude ils cachent une chose: si le Capital a besoin de créer une nouvelle catégorie professionnelle ou d'élargir les catégories "inférieures", il n'attendra pas la réforme professionnelle mais répondra directement dans les faits de la production à ce besoin et créera indépendamment des modalités de la formation les divisions entre ouvriers sur les salaires et les conditions de travail.

Bien entendu, pas de trace possible dans ce programme d'un appel à la défense des conditions de vie et de travail par l'usage des armes de classe, par la rupture de la Paix du Travail, par l'unité entre les catégories ouvrières, par une riposte de classe aux licenciements et au chômage (en particulier dans l'horlogerie), mais par contre - il doit

y avoir pas mal d'électeurs chez les enseignants - on y trouve la revendication "pour une diminution des effectifs des classes ! Encore

moins possible dans ce programme platement de "gauche" la présence d'un appel dénonçant le parlementarisme bourgeois et les illusions qu'il entraîne sur la nature de l'Etat, et cela d'autant plus sur le terrain communal où il exacerbe le localisme. Non, rien de cela! Que de la salade sur "une politique active de défense des places de travail et des salaires".

Cette "politique active" nous ne la connaissons que trop bien, elle s'appelle défense du Capital national, de l'entreprise ou de l'industrie régionale (en allant défilier à Berne par exemple en compagnie des patrons de l'horlogerie!), pour rendre la production helvétique compétitive sur le marché mondial. Quant à la défense des salaires, s'il y a une chose qui ne peut se réaliser que par la lutte collective des ouvriers et non dans l'arène des bavards communaux, c'est bien celle-ci. Que la LMR ait la prétention de défendre la classe ouvrière contre les licenciements et les attaques sur les salaires par un discours devant une assemblée de pourris, voilà qui tient du miracle et de l'illusionnisme; mais c'est bien là la tâche des parlementaristes que d'illusionner les prolétaires sur le pouvoir sacrée du Parlement!

De crétinerie en crétinerie, il faudra bien un jour que la LMR parle ouvertement du "passage pacifique du pouvoir" dans le cadre des institutions démocratiques bourgeoises. En tout cas on est loin de la IIIème Internationale Communiste qui pour appliquer la tactique du "parlementarisme révolutionnaire" (dont ose encore se prétendre la LMR) exigeait la rupture totale d'avec l'opportunisme et même l'épuration dans les groupes de députés communistes des éléments dont on pouvait douter de la scrupuleuse application de la tactique du parlementarisme révolutionnaire. C'est dans cette IIIème IC que la campagne électorale - écoutez bien messieurs les trotskistes - n'était surtout pas envisagée ni menée "dans le sens du maximum "de mandats parlementaires" (2ème Congrès, 1920) mais menée pour la mobilisation effective du prolétariat sur son terrain de classe. Voilà qui est bien loin de vos justifications des listes communes pour être plus nombreux à brailler dans l'hémicycle!

(Suite de la page 1)

CHUV : Défense des usagers ou des prolétaires

dépendance des luttes des travailleurs de ces services et enferme tout mouvement dans les ornières du corporatisme.

La VPCD dans cette affaire n'a pas manqué à la tradition de l'opportunisme, car toute son action fut de démontrer que les infirmières n'agissaient pas en tant que prolétaires indépendantes de toute relation à la qualité de leur travail, mais comme garante d'un meilleur fonctionnement de l'hôpital.

Les citations qui suivent sont tirées du tract d'appel à la manifestation de solidarité du 12 février et illustrent bien cette attitude. Ce tract s'intitule d'ailleurs "Lutter pour les malades, c'est prendre des risques", ce qui est une bonne entrée en matière, et explique que, comme au CHUV en mai, le personnel soignant de Nestlé a dû "également "montrer combien est impossible "une situation où les soins ne "peuvent être convenablement "assurés faute de personnel". Quant aux raisons du déplacement de Sonya Devas, la VPOD les voit dans la nécessité pour les "supérieurs hiérarchiques" d'éliminer "un témoin critiquant "leur incapacité de remédier à "une situation critique".

Dans une telle perspective, la VPOD ne pouvait que lancer un appel à la population pour signer une bien inoffensive pétition, car "la lutte du personnel du CHUV "est une lutte pour tous, pour "que chacun puisse avoir les "meilleurs soins auxquels il a "droit". Donc, patrons, cadres, députés, petits-bourgeois, etc... solidarisez-vous avec les travailleuses du CHUV car vous êtes de futurs malades!

Quant à nous nous disons que la lutte des infirmières doit se placer sur le seul terrain de classe, c'est-à-dire premièrement en dehors de toute problématique professionnelle sur l'amélioration de la qualité du travail (il y a assez de patrons et administrateurs pour tenir ce discours) et deuxièmement par la défense des conditions de vie et de travail qui sont déterminées par les salaires. les horaires, les rythmes de travail, etc... et qui sont défendus par l'usage des armes de classe, la grève et son extension à tous les secteurs de l'hôpital.

Notre appel de solidarité pour le réintégrément de Sonya Devas, nous ne l'adressons pas

aux "usagers", mais à tous les travailleurs de l'hôpital, et le seul mouvement de solidarité de classe vers lequel les travailleurs et travailleuses du CHUV doivent tendre c'est la grève de solidarité pour le réintégrément de leur camarade déplacée. Voilà les conditions d'une réelle solidarité de classe.

Soutenez la presse du Parti

Diffusez-la !
Abonnez-vous !

Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure
(n° 11) parue dans la série
" Le Proletaire "

24 pages - Prix : 3 F.

Permanences du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h,
32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme
32, rue Pré du Marché
1004 LAUSANNE

éd. responsable :
F. Gambini
20, rue Jean-Bouton
75012-PARIS

IRAN : Après la Monarchie, la Mollaharchie !

Le règne du Chah aura été marqué par une exploitation féroce de la classe ouvrière et une oppression sanguinaire de l'ensemble des masses laborieuses. Lorsque la marée populaire des premières semaines de février eut définitivement mis un terme à ce règne, le clergé - dont les liens ancestraux avec la petite-bourgeoisie lui avait permis de contrôler la vague sociale - devait mettre à exécution les perspectives qu'il n'avait jusque-là pu qu'annoncer verbalement, et qui ne laissaient présager pour la classe ouvrière que la continuité dans l'horreur de son exploitation.

Revenu en Iran comme Dieu le Sauveur, l'Ayatollah Khomeiny n'a pas attendu une minute pour montrer à la classe ouvrière qu'il n'a qu'une chose à défendre: les intérêts nationaux contre ceux des ouvriers!

Complètement débordé lors de l'insurrection par les groupes les plus combattifs et les moins attachés à l'Islam - et dont les fedayins formaient le fer de lance - le clergé s'est très vite empressé d'appeler les combattants en possession d'armes à les restituer immédiatement aux Mollahs sous peine d'être considérés comme "contrarévolutionnaire" et poursuivit pour ce motif par la divine justice des représentants d'Allah. Le 12 février l'Ayatollah Khomeiny lance un appel au calme et à l'organisation de ses troupes contre ceux qui ne suivraient pas ses ordres, et dans lequel les combattants prolétaires en armes sont directement visés: "Des défenseurs de l'ancien régime se cachent sous un masque révolutionnaire et doivent être combattus".

Sitôt le gros des affrontements terminés le clergé appelle donc les prolétaires à se remettre immédiatement au travail, à cesser les grèves, à mettre les bouchées doubles pour relever l'économie iranienne. Les ouvriers du pétrole sont les premiers à subir la pression du clergé pour la reprise du travail, car le pétrole est la manne sacrée qui remplit les caisses de la trésorerie et dont l'Etat ne saurait en aucun cas se passer.

"Il faut que toutes les classes, quelle que soit leur dénomination, continuent leurs activités sous l'étendard de l'Islam. Tout acte dirigé contre lui sera considéré comme une révolte contre la révolution islamique,

"révolte dont le châtement est clairement prévu dans la constitution islamique", déclare Khomeiny en appelant ses partisans à "écraser les bandits" qui se rebelle contre sa "révolution". Maintien de l'Ordre! Tel est le seul soucis du clergé! Pour cela il s'agit de s'attaquer à tout mouvement qui tenterait de secouer le nouvel ordre social établi dans la continuité de l'ancien.

Les minorités nationales, kurdes en particulier, sont mises en garde par M. Sandjahi qui déclare la guerre à tous "ceux qui menacent l'unité nationale".

La police et l'armée, temporairement désorganisées, ne pouvant plus jouer efficacement leur rôle de bras armés de l'Etat, le clergé enrôle quantité d'hommes de main, les moudjahidins, dont la tâche est d'aider l'armée et "la police à maintenir la loi et l'ordre et à écraser les bandits". Mais le flottement qui règne au sein de ces 2 forces de l'Etat n'est que superficiel, car la hiérarchie militaire et policière reste en place. Les généraux succèdent aux généraux! Sur les quelques 300 généraux que comptait l'armée, 124 sont mis à la retraite, et les quelques sacrifiés à la mitraille n'auront été que la mascarade nécessaire pour apaiser la vindicte populaire! A l'exception de ces quelques sacrifiés et nouveaux retraités que les Mollahs n'osent pas maintenir à leur poste tant ils sont haïs par les masses, toute la hiérarchie militaire, sous-officiers, officiers et officiers supérieurs, conserve sa fonction d'encadrement et les structures mêmes de l'armée sortent saines et sauvées de ces heures agitées.

Ce n'est pas fortuit que le clergé ait nommé comme chef d'Etat-Major un général - Gharani - dont la réputation est d'être un fervent pro-américain qui saura surtout se montrer ferme et inflexible vis-à-vis des prolétaires. Gageons que même la stratégie militaire iranienne ne se modifiera pas grâce à ce général qui a déjà réclamé le retour de quelques centaines d'experts américains pour pouvoir donner un encadrement technique à l'armée.

Sitôt le pouvoir en main, l'Ayatollah Khomeiny aura lancé

sa première attaque de grande envergure, et d'un style cher au Chah déchu, sur la couche la plus démunie de la classe ouvrière, les immigrés afghans. Leur crime est évidemment de s'être montrés parmi les plus rebelles et hostiles au régime de Khomeiny. "Ils ont commis des vols, certains ont été pris l'arme à la main. D'autres sont accusés de complot politique", voilà les raisons officielles données par le comité révolutionnaire de Khomeiny, qui montrent bien que ce n'est que d'indiscipline à l'ordre établi et de révolte contre leurs conditions d'existence que sont accusés ces travailleurs.

Le résultat de cette période d'émeutes en Iran aura été de placer la jeune classe ouvrière sur le devant de la scène, comme classe qui n'a rien à perdre que ses chaînes, de lui permettre d'avancer ses propres revendications immédiates en opposition avec celles des autres classes et de les défendre avec des méthodes qui la situe en toute indépendance dans le rapport de forces entre les classes.

Contrairement à ce que peuvent avancer les groupes immédiatistes et triomphalistes, nous ne crions pas à la "Révolution" ou à la "Commune" en Iran, car les conditions de la révolution prolétarienne - qui exige en premier lieu la présence du Parti de classe et son influence prépondérante - sont bien loin d'être réunies. Nous souhaitons simplement que de ces derniers mois surgissent des groupes d'ouvriers combattifs qui sauront, en s'appuyant sur les leçons du puissant mouvement social iranien, orienter la lutte des ouvriers sur le terrain de classe et non sur celui de la collaboration avec l'Etat, islamique ou non. L'existence d'un mouvement de défense immédiate sur le terrain de classe est la condition indispensable à la pénétration des objectifs propres à la classe ouvrière.

Car l'avènement d'une "République islamique" loin d'épargner les prolétaires ne fait que marquer la continuité de l'exploitation sauvage de la classe ouvrière en Iran. Il ne pourra jamais y avoir entre l'Etat islamique et le prolétariat que guerre de classe, et cette guerre nous venons de montrer avec quelle force l'Etat vient de la déclarer.